



A l'appel des fédérations des fonctionnaires  
CGT, FO, Solidaires, FSU, CFTD, CFTC, CGC, UNSA, FA :

**A la DGFIP  
comme au sein de toute la Fonction Publique,  
l'heure est à la mobilisation générale !**

**Toutes et tous en grève le 22 Mai !**

Depuis des mois et lors de la grève Fonction Publique du 22 mars, les agents des Finances Publiques se mobilisent et multiplient les initiatives sur nombre de départements : Grèves et blocages de sites voire occupation, envahissements de réunions, rassemblements, interpellations des élu-es, information au public, etc.

**Les agents de la DGFIP condamnent l'entreprise de casse de nos droits et garanties, de notre statut, de nos missions et de notre administration :  
C'est la 1ère étape ! Ensuite c'est le code des pensions et la Sécu !**

- **STOP** aux suppressions d'emplois : il manque à nos services au moins 30 000 emplois ! Une politique fiscale pour les plus riches, des milliards de fraude fiscale, le démembrement des missions
- **STOP** aux restructurations permanentes, à la relégation des « sans dents » « qu'ils » ne veulent plus à nos guichets, aux fermetures de services, à la fin de l'égalité d'accès et de traitement
- **STOP** aux externalisations ou privatisations de missions comme le cadastre, le marché juteux des services payants pour remplir ses obligations fiscales
- **STOP au prélèvement à la source. C'est la privatisation du recouvrement auprès des employeurs, transfert de la mission à l'Urssaf, fiscalité progressive en danger**
- **STOP à la dérive managériale, la souffrance au travail, l'incompétence et l'autoritarisme**

Quant à la reconnaissance des qualifications, le ministère a supprimé le plan de qualification... Grattons nous !

Il est exigé toujours plus de contraintes aux agents : délais de séjours rallongés, suppression du mouvement complémentaire C, projet de mutations quasi définitif, affectation au département au bon vouloir des directeurs locaux, volonté de généraliser la rémunération au mérite, projet de mettre les personnels sous la responsabilité des préfets...

**C'est toute la Fonction Publique qui est attaquée !**

Avec CAP 2022, le gouvernement prévoit la suppression de 120 000 emplois dont 50 000 dans la Fonction Publique d'État (DGFIP en première ligne), une économie de 4 milliards d'euros de dépenses publiques et des privatisations de pans entiers de missions, le recours accru aux non-titulaires, le renforcement de l'arbitraire avec la rémunération au mérite, la diminution du nombre d'instances de représentation du personnel et ... un plan de départs volontaires, pour achever le travail de sape !

**Soyons massivement en grève et en manifestations  
le 22 mai 2018**

**Avec l'ensemble de la Fonction Publique !**

**10h30 Marseille Vieux-Port**

**10h30 Arles place de la République**